



CONFIDENTIEL

ORDRE DU JOUR

**COMITÉ EXÉCUTIF
SÉANCE EXTRAORDINAIRE**

**Le lundi 7 mai 2018
à 13 h 00**

1. **Ouverture de la séance**
2. **Adoption de l'ordre du jour**
3. **Demande à la Commission municipale du Québec**
4. **Dossier judiciaire du conseiller Justin Bessette**
5. **Octroi de contrats pour l'obtention d'opinions juridiques**
6. **Levée de la séance**

Pour copie conforme

Saint-Jean-sur-Richelieu

Ce 2018-10-04


François Lapointe, avocat
Greffier

Comité exécutif

Séance extraordinaire du 7 mai 2018

Procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, tenue le 7 mai 2018, à 13h, dans la salle des Comités à l'hôtel de ville, à laquelle sont présents madame Maryline Charbonneau, ainsi que messieurs Ian Langlois et Marco Savard (arrivé à 13h07), siégeant sous la présidence de monsieur Alain Laplante, le tout formant quorum.

Monsieur François Vaillancourt, directeur général est présent.
Madame Michelle Hébert, directrice générale adjointe, est présente.

Monsieur Stéphane Beaudin, directeur général adjoint, est présent.

Monsieur François Lapointe, secrétaire, est présent.

— — — —

Monsieur le président constate le quorum et procède à l'ouverture de la séance.

7 mai 2018

ORDRE DU JOUR

No CE-2018-05-0158

Adoption de l'ordre du jour

PROPOSÉ PAR : madame Maryline Charbonneau
APPUYÉ PAR : monsieur Ian Langlois

Que l'ordre du jour de la présente séance extraordinaire soit adopté tel que soumis, en ajoutant toutefois l'item suivant :

5.1 Contrat de Guy Grenier à titre d'attaché politique au cabinet du maire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - -

ADMINISTRATION

No CE-2018-05-0159

Demande d'accompagnement de la Commission municipale du Québec

CONSIDÉRANT que le comité exécutif a des raisons de croire que des mandats ont été octroyés sans avoir été dûment approuvés ;

CONSIDÉRANT les sommes très importantes engagées par la Ville dans les affaires juridiques et dans de nombreux litiges ces dernières années ;

CONSIDÉRANT la résolution n° CE-2018-02-0065 adoptée par le comité exécutif, le 28 février 2018, relativement à la révision des dossiers juridiques externes de la Ville ;

CONSIDÉRANT que le conseil municipal souhaite modifier le règlement n° 0662 afin de réduire au minimum la délégation de pouvoir au comité exécutif, notamment en matière contentieuse ;

CONSIDÉRANT que la direction générale a préparé un sommaire décisionnel recommandant l'abrogation de la résolution n° CE-2018-02-0065 ;

CONSIDÉRANT que le conseil municipal, sous influence partisane, a tenté de destituer, sans droit, monsieur Guy Grenier (employé no 00789) par l'adoption de la résolution n° 2018-04-0173, lors de l'assemblée tenue le 23 avril 2018 ;

7 mai 2018

CONSIDÉRANT que le juge de la Cour supérieure, Marc-André Blanchard a accordé, le 4 mai 2018, une injonction provisoire à monsieur Guy Grenier, chef de cabinet du maire, estimant que l'emploi de celui-ci dépend du comité exécutif et non du conseil municipal ;

CONSIDÉRANT que le maire et le conseil municipal sont très satisfaits du travail accompli par monsieur Guy Grenier, qui a toujours agi avec compétence, loyauté et dans le respect de ses obligations contractuelles et de ses obligations déontologiques ;

CONSIDÉRANT que la direction générale refuse de mettre en exécution des résolutions dûment adoptées par le comité exécutif ;

CONSIDÉRANT que la direction générale refuse de répondre à des demandes du maire, en vertu de ses pouvoirs de contrôle et de surveillance prévus à l'article 52 de la Loi sur les cités et villes ;

CONSIDÉRANT que la direction générale conteste les pouvoirs du comité exécutif conférés en vertu du règlement n° 0662, sur le comité exécutif de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, et le projet de loi privé 202, concernant la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, notamment celui de consentir tout contrat qui n'entraîne pas une dépense excédant 100 000 \$;

CONSIDÉRANT que la direction générale conteste le droit du maire et du comité exécutif de se prévaloir d'opinions juridiques indépendantes ;

CONSIDÉRANT que le comité exécutif croit nécessaire l'intervention de la Commission municipale du Québec ;

PROPOSÉ PAR : monsieur Ian Langlois
APPUYÉ PAR : madame Maryline Charbonneau

Que le comité exécutif demande l'accompagnement de la Commission municipale du Québec pour l'aider à trouver des solutions pour résoudre les difficultés au sein du conseil municipal et avec la direction générale.

De demander à toutes les personnes concernées à la Ville qu'elles collaborent en vue de la bonne exécution de la présente résolution.

D'envoyer une copie de cette résolution à la Commission municipale du Québec et au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire dans les plus brefs délais.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - -

7 mai 2018

Monsieur Marco Savard prend son siège dans la salle des comités.

No CE-2018-05-0160

Dossier judiciaire du conseiller Justin Bessette

Avant que le comité exécutif débatten ce point, le directeur général lui recommande d'agir avec prudence, et de s'assurer que cette décision respecte les prescriptions du code d'éthique et de déontologie applicables aux membres du conseil municipal de la Ville.

CONSIDÉRANT la résolution 2017-10-0732 adoptée par le conseil municipal, en date du 2 octobre 2017, relativement à une demande de remboursement de 44 660,04\$;

CONSIDÉRANT que la demande de remboursement d'une partie des honoraires déboursés et payés à l'avocat de monsieur Justin Bessette est une décision politique ;

CONSIDÉRANT l'adoption de la résolution n° 2017-10-0732 sur division, en pleine campagne électorale ;

CONSIDÉRANT que l'article 604.6 de la Loi sur les cités et villes prévoit l'obligation pour la Ville d'assumer les frais de défense de l'élu visé notamment par une enquête de la Commission municipale du Québec ;

CONSIDÉRANT le courriel de Me Louis Hébert, avocat-conseil à la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, daté du 8 août 2016, concernant le remboursement des frais d'avocats de monsieur Justin Bessette ;

CONSIDÉRANT que la Ville s'expose à une contestation judiciaire de cette demande de remboursement ;

CONSIDÉRANT que la Ville pourrait être tenue de rembourser les honoraires d'avocats que monsieur Justin Bessette encourrait pour contester cette demande de remboursement ;

CONSIDÉRANT la résolution n° CE-2018-03-0086 adoptée par le comité exécutif en date du 14 mars 2018, qui avait pour but d'obtenir toutes les informations en vue de favoriser des modes alternatifs de règlement, hors le processus judiciaire ;

CONSIDÉRANT que le 20 mars 2018 une poursuite judiciaire a été envoyée avant que le comité exécutif n'ait pu rencontrer l'avocat responsable du dossier afin qu'il réponde aux questions en vue de prendre position à l'égard des options de règlement non judiciaires ;

7 mai 2018

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de trouver une solution rapide à ce litige pour éviter qu'il n'occasionne des déboursés excessifs à la Ville ;

CONSIDÉRANT que le total des coûts déjà payés, ceux déjà engagés à ce jour mais non-facturés et ceux estimés pour le processus judiciaire, s'il y avait audition sur le fond du dossier, afin de demander à monsieur Justin Bessette le remboursement d'honoraires d'avocats, seraient équivalents et pourraient même dépasser les sommes réclamées ;

CONSIDÉRANT que l'avocat de monsieur Justin Bessette a transmis, en son nom, le 1^{er} mai 2018, une offre de règlement pour un montant global de 8 000 \$ en capital et frais, payable en un seul chèque payable à l'ordre de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu ;

CONSIDÉRANT que le comité exécutif, en vertu du règlement n° 662, a la compétence en matière contentieuse et peut, au nom de la Ville, conclure toute transaction qui n'entraîne pas, pour elle, le décaissement d'une somme supérieure à 100 000 \$;

PROPOSÉ PAR : madame Maryline Charbonneau
APPUYÉ PAR : monsieur Ian Langlois

Que le comité exécutif autorise l'avocate-conseil de la Ville et aux avocats mandatés à accepter, au nom de la Ville, une offre de règlement avec l'avocat de monsieur Justin Bessette pour un montant global de 10 000 \$ en capital et frais, payable en un seul chèque payable à l'ordre de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu.

Que soit transmise une quittance complète, générale et finale, relativement à tous faits allégués par les parties dans cette affaire à la condition que monsieur Justin Bessette agisse de même et accepte de transmettre une quittance de même ordre à la Ville.

De demander à toutes les personnes concernées à la Ville qu'elles collaborent en vue de la bonne exécution de la présente résolution.

D'envoyer une copie de la présente résolution aux avocats mandatés dans les plus brefs délais.

Le président de la séance appelle le vote.

Votent pour : madame Maryline Charbonneau, messieurs Ian Langlois et Alain Laplante.

Vote contre : monsieur Marco Savard.

Pour : 3

Contre : 1

ADOPTÉE

- - - -

7 mai 2018

No CE-2018-05-0161

Octroi de contrat pour l'obtention de services juridiques

Avant que le comité exécutif débattenne ce point, le directeur général mentionne qu'il s'inscrit en faux et dénonce le projet de résolution soumis. Il informe le comité exécutif que celui-ci n'a pas compétence pour prendre une telle décision et dénonce les faits relatés dans certains considérants qui traitent des agissements de la direction générale.

CONSIDÉRANT la Loi concernant la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, sanctionnée le 15 juin 2006 ;

CONSIDÉRANT le règlement n° 0662 sur le comité exécutif de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, adopté le 5 février 2007 ;

CONSIDÉRANT que la direction générale refuse de mettre en exécution des résolutions dûment adoptées par le comité exécutif ;

CONSIDÉRANT que le conseil municipal souhaite modifier le règlement n° 0662, par le règlement 1687, afin de réduire la délégation de pouvoir au comité exécutif ;

CONSIDÉRANT que la direction générale refuse de répondre à des demandes du maire, en vertu de ses pouvoirs de contrôle et de surveillance prévus à l'article 52 de la Loi sur les cités et villes ;

CONSIDÉRANT que la direction générale conteste les pouvoirs du comité exécutif conférés en vertu du règlement n° 0662 et la Loi concernant la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, notamment celui de consentir tout contrat qui n'entraîne pas une dépense excédant 100 000 \$;

CONSIDÉRANT que la direction générale conteste le droit du maire et du comité exécutif de se prévaloir d'opinions juridiques indépendantes ;

PROPOSÉ PAR : madame Maryline Charbonneau
APPUYÉ PAR : monsieur Ian Langlois

D'octroyer un contrat de services juridiques à Me Daniel Cayer, de la firme Cayer Ouellette & Associés, en vertu de l'article 4.11 du projet de loi privé 202, afin de valider les pouvoirs du comité exécutif en vertu de la Loi concernant la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, du règlement n° 0662 et du projet de règlement n° 1687.

Que le présent mandat accordé à Me Daniel Cayer inclue également de conseiller juridiquement le comité exécutif et le maire sur leurs pouvoirs en vertu des différentes lois et règlements.

7 mai 2018

D'autoriser Me Daniel Cayer à intervenir à la Cour, si nécessaire, au nom du comité exécutif et du maire, pour la défense de leurs droits.

Que le présent mandat accordé à Me Daniel Cayer n'excède pas la somme de 50 000 \$, toutes taxes incluses.

De demander à toutes les personnes concernées à la Ville qu'elles collaborent en vue de la bonne exécution de la présente résolution.

De donner instruction au greffier d'envoyer copie de la présente résolution à Me Daniel Cayer, de la firme Cayer Ouellette & Associés.

Le président de la séance, appelle le vote.

Votent pour : madame Maryline Charbonneau, messieurs Ian Langlois et Alain Laplante.

Vote contre : monsieur Marco Savard.

Pour : 3

Contre : 1

ADOPTÉE

- - - -

No CE-2018-05-0162

Contrat de Guy Grenier à titre d'attaché politique au cabinet du maire

Avant que le comité exécutif débattenne ce point, le directeur général informe les membres de celui-ci qu'il n'a pas compétence pour prendre une telle décision. Il dénonce les faits relatés dans certains considérants qui traitent des agissements de la direction générale.

CONSIDÉRANT la résolution n° CE-2017-11-0457 adoptée par le comité exécutif, le 22 novembre 2017, autorisant la signature d'un contrat de travail avec monsieur Guy Grenier à titre d'attaché politique au cabinet du maire ;

CONSIDÉRANT que cette résolution prévoit spécifiquement que le comité exécutif autorise monsieur Guy Grenier à agir à titre d'attaché politique au cabinet du maire et de chef de cabinet pour le maire ;

CONSIDÉRANT le contrat de travail signé avec monsieur Guy Grenier, lequel détermine qu'il relève du maire et non de la direction générale pour l'exécution de ses tâches ;

CONSIDÉRANT que le conseil municipal, sous influence partisane, a tenté de destituer, sans droit, monsieur Guy Grenier (employé no 00789) par l'adoption de la résolution n° 2018-04-0173, lors de l'assemblée du 23 avril 2018 ;

CONSIDÉRANT que le maire, en vertu de ses pouvoirs de contrôle et de surveillance prévus à la Loi sur les

7 mai 2018

cités et villes, a tenté sans succès d'obtenir copie de l'intégralité du dossier concernant monsieur Guy Grenier afin d'être informé adéquatement et informer les autres élus avant l'assemblée du conseil municipal du 23 avril 2018 ;

CONSIDÉRANT que le 24 avril 2018, le maire a apposé son veto à l'encontre de la résolution de destitution votée, sur division, par le conseil municipal en raison d'irrégularités majeures dans le processus ayant mené à son adoption, du manque d'information transmise et en raison que cette résolution contrevient aux droits et aux pouvoirs du comité exécutif ;

CONSIDÉRANT la résolution n° CE-2018-04-0144 adoptée par le comité exécutif le 25 avril 2018 confirmant l'embauche de monsieur Guy Grenier à titre d'attaché politique au cabinet du maire ;

CONSIDÉRANT que la direction générale n'a toujours pas exécuté la résolution n° CE-2018-04-0144 ;

CONSIDÉRANT que le conseil municipal, lors de la séance extraordinaire du 30 avril 2018, a maintenu les termes de la résolution 2018-04-0173, adoptée le 23 avril 2018, visant le congédiement monsieur Guy Grenier.

CONSIDÉRANT que l'honorable juge de la Cour supérieure Marc-André Blanchard a accordé, le 4 mai 2018, une injonction provisoire à monsieur Guy Grenier, chef de cabinet du maire, estimant que l'emploi de celui-ci dépend du comité exécutif et non du conseil municipal ;

CONSIDÉRANT que le maire et le comité exécutif sont très satisfaits du travail accompli par monsieur Guy Grenier, qui a toujours agi avec compétence, loyauté et dans le respect de ses obligations contractuelles et de ses obligations déontologiques ;

PROPOSÉ PAR : monsieur Ian Langlois
APPUYÉ PAR : madame Maryline Charbonneau

Que le comité exécutif déclare qu'il n'existe aucun motif de destitution ou de congédiement à l'endroit de monsieur Guy Grenier ainsi qu'aucun motif de suspension pour quelque raison que ce soit.

Que le comité exécutif exige que la direction générale cesse immédiatement et rétracte toute démarche ayant pour but ou pour effet de suspendre ou de destituer ou de congédier monsieur Guy Grenier.

De rappeler, qu'en vertu de ses pouvoirs découlant du règlement n° 0662, toute résolution du conseil municipal contraire à la présente résolution excède les pouvoirs du conseil municipal.

7 mai 2018

Que le comité exécutif exige que la direction générale exécute immédiatement la résolution n° CE-2018-04-0144.

Que le mandat accordé à Me Vincent Gingras, en vertu de la résolution n° CE-2018-04-0144, n'excède pas la somme de 15 000\$, toutes taxes incluses, et que le mandat inclut également de conseiller juridiquement le comité exécutif et le maire dans le dossier de monsieur Guy Grenier.

Qu'un second mandat soit accordé à Me Vincent Gingras, en vertu de l'article 4.11 de la Loi concernant la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, afin qu'il demande à la Cour d'intervenir au dossier judiciaire de monsieur Guy Grenier, au nom du comité exécutif et du maire, pour un montant n'excédant pas 25 000 \$, toutes taxes incluses.

De demander à toutes les personnes concernées à la Ville qu'elles collaborent en vue de la bonne exécution de la présente résolution.

De donner instruction au greffier d'envoyer copie de la présente résolution au juge saisi du dossier de la Cour ainsi qu'à Me Vincent Gingras, du cabinet Jolicoeur Lacasse.

Le président de la séance, appelle le vote.

Votent pour : madame Maryline Charbonneau, messieurs Ian Langlois et Alain Laplante.

Vote contre : monsieur Marco Savard.

Pour : 3

Contre : 1

ADOPTÉE

LEVÉE DE LA SÉANCE

No CE-2018-05-0163

Levée de la séance

PROPOSÉ PAR : madame Maryline Charbonneau
APPUYÉ PAR : monsieur Ian Langlois

Que la présente séance soit levée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour copie conforme

Saint-Jean-sur-Richelieu
Ce 2018-10-04


François Lapointe, avocat
Greffier

Président

Secrétaire